

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-Mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 721 - 10 Mai 2001 - Prix 2,50 F

CALAIS le 21 avril La capitale de la résistance à la mondialisation capitaliste



30 000 manifestants venus de toute la France étaient présents à Calais pour dire non aux licenciements boursiers, dont une délégation de notre département. L'aggravation des plans sociaux percute l'actualité. Nos pages 2 et 3 y sont entièrement consacrées.

Une dynamique s'est engagée

● A l'initiative des salariés de l'usine LU de Calais, du maire de la ville et du Parti communiste, une manifestation a réuni samedi 21 avril des dizaines de milliers de personnes : salariés victimes de plans sociaux, élus et dirigeants politiques de gauche, citoyens solidaires boycotteurs des produits Danone.

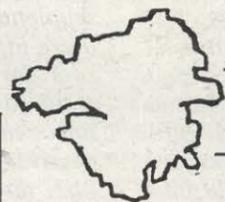
Une dynamique de refus des «licenciements boursiers», de refus de la logique inhumaine des marchés financiers s'est engagée. Elle doit maintenant s'amplifier pour obtenir des solutions réelles aux graves problèmes posés. Le gouvernement a dû commencer à tenir compte de cette montée de la protestation contre les licenciements. Ainsi des dispositions nouvelles sont annoncées en matière de présentation des «plans sociaux» et de droits des salariés. Mais le compte n'y est pas.

Robert Hue vient de s'adresser aux forces politiques de gauche, aux syndicats, aux mouvements associatifs. Pour leur proposer de coélaborer et de coorganiser une initiative commune afin de donner plus de force à ce mouvement en construction. Une initiative qui pourrait prendre la forme d'un rassemblement national, à Paris, dans les prochaines semaines, permettant au plus grand nombre possible de citoyens, de salariés, de privés d'emploi de se faire entendre.

En agissant ainsi, le Parti communiste tient compte du message que les électeurs et les abstentionnistes de gauche lui ont adressé lors des élections de mars. Nous, qui sommes ses militantes et militants, nous entendons faire effort pour vous être davantage utiles, pour mieux répondre à vos préoccupations, pour renouveler nos façons de faire de la politique.

785
millions

785 millions de francs ont été distribués sous forme de dividendes aux nouveaux actionnaires de Moulinex qui, dans le même temps, programment près de 3 000 suppressions d'emplois et ferment des sites de production.



ACTUALITÉ

2 et 3 juin

**La fête
se dévoile
aux lecteurs
des Nouvelles
pages 4 et 5**



► Ils étaient à Calais

Partis de bon matin de la gare de Nantes, ce sont une cinquantaine de manifestant(e)s de notre département qui se sont rendus le 21 avril à Calais, « capitale de la résistance à la mondialisation capitaliste ».

Ils étaient là au milieu d'une foule estimée à 30 000 personnes pour refuser l'inacceptable. Une réponse forte et massive à l'initiative du Parti Communiste Français, à laquelle s'étaient jointes de nombreuses forces de gauches, syndicales et associatives.

À l'initiative de la Fédération du Parti Communiste Français, qui avait rencontré à sa demande le syndicat CGT des LU à la Haie Fouassière, plusieurs salariés de la Biscuiterie LU étaient du voyage à Calais (une très bonne chose).

« Ce n'est qu'un début », pouvait-on entendre. Même si cette phrase est souvent reprise, elle exprime dans ce cas précis la volonté de ne pas en rester là, d'obliger en rassemblant, en élevant le rapport de force, en mettant le gouvernement devant ses responsabilités, à contraindre les grands groupes à revenir sur leurs plans sociaux.



► Côté boycott

Comme nous l'écrivions dans notre dernière édition, à la demande des élus communistes et républicains, de nombreuses municipalités sont amenées à prendre position sur le boycott des produits Danone.

À Nantes, Jean-Marc Ayrault fait toujours la sourde oreille, ne répondant pas à la proposition faite par Michel Rica, Conseiller municipal chargé de la restauration scolaire, et a préféré voter un vœu demandant aux députés de voter une loi à propos des plans sociaux...

Après Trignac, Saint-Joachim, Saint-Malo-de-Guersac, mairies dirigées par un maire communiste, ce sont les municipalités de Saint-Herblain et Rezé qui ont décidé le boycott des produits Danone.

► Réactions sur le banc des députés Communistes après l'annonce des « Mesures Guigou »

À la suite de l'information faite par la ministre devant la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale, plusieurs des députés présents ont réagi. Maxime Gremetz s'est étonné que le gouvernement et le PS semblaient « découvrir » la réalité et l'ampleur des plans de licenciements concoctés par des grands groupes : « Dès avril 1999, le groupe communiste avait déposé une proposition de loi très élaborée pour faire face à ces licenciements. Vous n'avez pas voulu en discuter. En janvier 2000, nous avons mis en débat une proposition plus restreinte comportant neuf dispositions essentielles. Vous l'avez repoussée. En janvier dernier, lors de la première lecture du projet de modernisation sociale, vous avez écarté nombre de nos amendements. Les plans qui fleurissent aujourd'hui relèvent

d'une stratégie appelée à prendre encore plus d'ampleur : dans le cadre de la mondialisation, les grands groupes entendent privilégier toujours plus l'actionnaire contre les salariés ». Exprimant une certaine « colère » face aux mois perdus, il a estimé positives les annonces de la ministre en ce qui concerne le renforcement de la qualité des plans sociaux avant d'ajouter : « Vous dites qu'il faut écouter les salariés. Nous étions à Calais. Ce que les salariés demandent, c'est d'abord et avant tout qu'il n'y ait plus de plans sociaux, c'est que l'on se donne les moyens de contester la motivation même des plans de licenciement et que, sur cette base, ils puissent être annulés ». À cet égard, le député communiste a estimé que les dispositions annoncées n'apporteraient guère du nouveau.



► Les sénateurs communistes proposent d'aller plus loin

Le groupe communiste, républicain et citoyen du Sénat a déposé une série d'amendements sur le projet de loi de modernisation sociale. L'une des dispositions proposées « interdit le licenciement économique » dans une entreprise ayant « réalisé des profits ou distribué des dividendes au cours du dernier exercice ». Si une telle entreprise affirmait cependant devoir y recourir, sa situation serait examinée par une commission associant salariés, employeur, inspection du travail, commissaire aux comptes de la société, juridiction commerciale, Banque de France, commission du contrôle des fonds publics (loi Hue) et élus locaux.

Une autre prévoit qu'une commission similaire exa-

minerait la situation de l'entreprise dès lors que le comité d'entreprise formulerait des objections majeures au fondement d'un plan de licenciements et en demanderait la suspension auprès des services du ministère de l'Emploi. Une troisième reprend la proposition déjà déposée par les députés de définir de façon beaucoup plus précise et restrictive la notion de licenciement économique. Ces amendements, dont Roland Muzeau est l'un des signataires, explicitent son appréciation sur le dispositif Guigou : « En matière de défense des salariés, rien n'est insignifiant, mais au regard des plans de licenciements auxquels nous sommes confrontés, on est loin du compte ».

► Robert Hue «Le gouvernement doit faire preuve de courage politique»

Dans une déclaration, le Secrétaire national du Parti Communiste Français devait notamment revenir sur la question des aides publiques en ces termes : « Il est possible de décider que, désormais, les plans sociaux seront suspendus, pour permettre que s'engage avec tous les partenaires concernés – salariés et patrons ; pouvoirs publics et élus locaux – l'étude de toutes les solutions susceptibles de préserver, et de développer le cas échéant, l'activité et l'emploi.

Il faut en finir avec le véritable détournement d'argent public dont se rendent coupables de nombreuses grandes entreprises. Elles perçoivent aides et subventions sans aucun contrôle, et n'en continuent pas moins

de licencier tout en affichant, souvent, des profits record.

J'ai fait voter une loi instituant ce contrôle. Pour la rendre effective, le gouvernement doit en publier les décrets d'application. Quatre mois se sont déjà écoulés depuis son vote. Ce n'est pas tolérable. Alors, je le dis solennellement, la responsabilité du premier ministre est engagée : je lui demande de faire publier ces décrets sans plus attendre.

Car en effet l'application de cette loi permettrait le contrôle de l'argent public et des cadeaux fiscaux dont bénéficient les groupes multinationaux. Et à ceux qui licencient, nous pourrions dire alors : « Remboursez l'argent public ».

boycottons
Danone

LU Petit écolier les Secrets de Pauline Belin Napolitain Pim's Chipster Ressources fruits
Ressources blé Prince Captain choc Ourson Pépito Volvic Arvie Danone activ
Tallefine Danone et fruits Charles Gervais Crème de Yaourt Bio Badoit Salvetat Evian
Danone kid Jockey Danette Actimel Velouté Fjord Gervais aux fruits Yoghourt nature
Petits suisses aux fruits Danone Snac Gervita

Parti communiste français

UN LIEU

Parc Paysager de Saint-Nazaire

UNE DATE

**Samedi 2 et
Dimanche 3 Juin**

UN RENDEZ-VOUS

**LA FETE
DES NOUVELLES
DE LOIRE-ATLANTIQUE**



2 jours 0

**Samedi soir
à partir de 20 heures
Dîner dansant
avec orchestre**

Soirée conviviale par excellence, le dîner dansant avec orchestre auquel nous vous proposons de participer, connaît chaque année un succès plus important.

Pour 90 francs par personne (prix comprenant l'apéritif, le repas et le vin) vous passerez un moment agréable sous le grand chapiteau de la Fête au cœur du Parc Paysager de Saint-Nazaire.

Les réservations sont recommandées (nombre de places limité). Inscrivez vous dans les différents sièges du PCF :

- 18 rue des Halles à Saint-Nazaire, l'après-midi à partir de 15h00 ☎ 02 40 66 08 48
- 22 rue des Hauts-Pavés à Nantes, l'après-midi ☎ 02 40 35 69 43
- 41 rue des Olivettes à Nantes ☎ 02 40 35 03 00

ou auprès d'un militant communiste de votre connaissance.

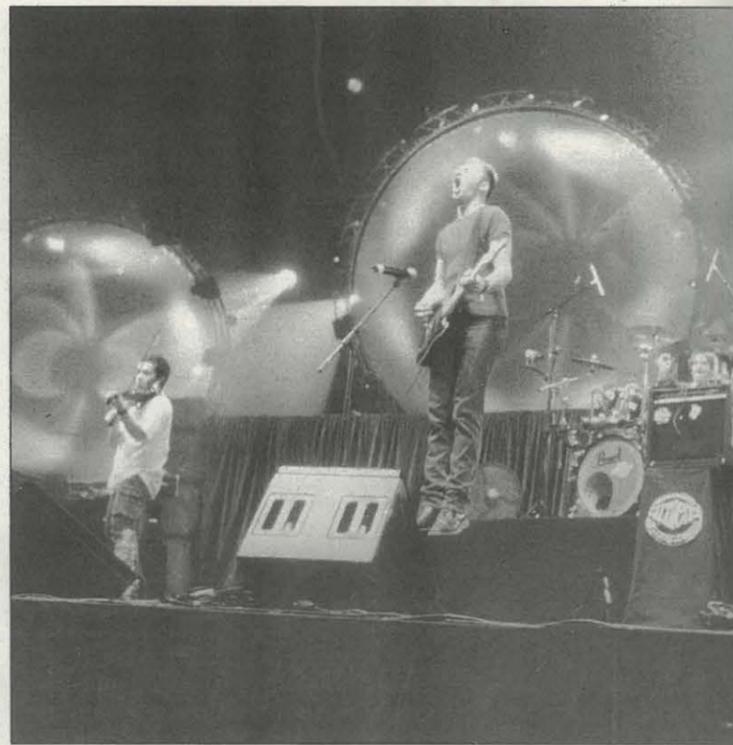
« ARMENS » en conc
Dimanc

Sur scène, ils sont six, tous originaires de Guidel à côté de Lorient.

Depuis maintenant près de cinq ans, le groupe ARMENS connaît une ascension fulgurante, stimulée par l'émulation que suscite à l'heure actuelle, la musique bretonne. L'émergence de groupes comme Matmatah ou Manan, a certainement contribué au développement de ce style de musique populaire et festive dans laquelle ARMENS tient une bonne place.

Derrière des instruments traditionnels, le violon, l'accordéon, les guitares, la batterie donne à la musique produite cette envie de participer, de remuer, de chanter, de partager.

Partout où ils se sont produits, ils ont mis leur public en communion avec eux. Ils le feront, nous en sommes persuadés en ce dimanche après midi, lors de la Fête des Nouvelles au Parc Paysager de Saint-Nazaire.



Notre Fête est sans conteste, l'une des plus importantes du

Elle réunit chaque année lors du Parc Paysager de Saint-Nazaire, plusieurs milliers de femmes et des hommes d'horizons

Ils sont là pour l'ambiance que dégagent de haute qualité qu'elle soit organisée avec sympathie ou peut-être par conviction, soit la raison, chacun s'y sent bien

C'est pour cela que je vous propose de venir. Vous verrez en feuilletant ce programme pour la modique somme de 30 francs, vous donnez droit à l'entrée, de trouver de nombreux centres d'intérêt.

La Fête, c'est également un grand rendez-vous. Ce sera particulièrement intéressant de voir ce que de représentants d'entreprises s'installent à Calais, AOM Air Liberté, EATO

Elle permettra de renforcer les liens entre les entreprises et les pouvoirs publics, et où le gouvernement ne prendrait pas les mesures nécessaires.

La Fête, c'est tout cet ensemble de spectacles et la chaleur qui s'en dégage

Peut-être est-il opportun d'arrêter de travailler pour venir nous rejoindre les 2 et 3 juin pour goûter aux joies et à l'ambiance de la fête.

es plus populaire, des plus dynamiques de notre département.

week-end de la Pentecôte, au Parc de la Vallée des milliers de personnes. S'y retrouveront les jeunes, des moins jeunes, des moins différents.

Organisez cette Fête, pour les spectacles, pour discuter, pour un débat précis, pour une action politique mais quelle qu'elle soit.

Invitez-nous de nous rejoindre cette année. Comme qu'il est vraiment possible de discuter, prix d'achat de la vignette qui sera valable durant ces deux jours de vérité.

Un moment de solidarité et de fracas cette année, avec la présence de nombreuses personnes inscrites à des plans sociaux : LUIGI, POUYET...

Des liens de solidarité et d'action se créent. Le patronat multiplie ses attaques contre les mesures législatives qui protègent les salariés.

Et bien sûr la partie festive, le plaisir de se retrouver.

Allez au propos et de vous laisser emporter au Parc Paysager, le plaisir de participer à cette grande et belle fête populaire.

Jean-René TEILLANT
Secrétaire de la Fédération du PCF

DIMANCHE PARLONS POLITIQUE AVEC DENIS DUVOT

● 11 h 30
En direct
avec la presse

En direct avec la presse avec la participation de grandes signatures de la presse régionale écrite et parlée est désormais un moment politique apprécié.

Cette année encore, nous serons heureux de recevoir autour d'une même table la presse locale et Denis Duvot pour débattre sans retenue des grands sujets d'actualité locaux et nationaux.

Cette séquence politique de la Fête se déroulera en public pendant plus d'une heure.



Denis Duvot, membre du collège exécutif du Parti Communiste Français.

● 16 h 00
Intervention
politique

Intervention politique
sur la scène centrale de Denis Duvot

L'actualité chargée dans le domaine social avec la multiplication des plans sociaux, politique à moins d'un an d'échéances électorales importantes, économique avec une croissance qui reste confisquée aux Français, Denis Duvot abordera les questions qui sont aujourd'hui au cœur de notre société.

A quelques mois du Congrès du Parti Communiste Français, il précisera les choix politiques mis en débat parmi les Communistes pour répondre aux enjeux qui sont posés à notre pays.

la fête

ert

he à 17 h 00

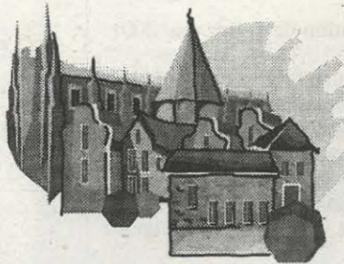
Des spectacles, des animations



Dès le samedi soir avec le dîner dansant, le dimanche avec la prestation du groupe «Armens» de la musique africaine, un défilé de mode...

Au cœur de la société

Sur leur stand, les élus communistes et républicains dialogueront avec vous, de leur rôle, de leurs fonctions, de leurs soucis de porter dans les différentes instances où ils siègent, vos questions, vos problèmes afin de faire évoluer votre quotidien.



Des restaurants

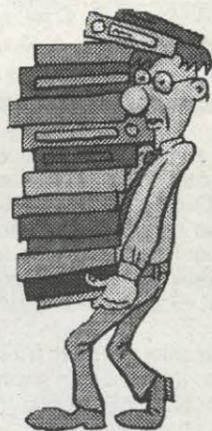


De nombreux points de restauration vous sont proposés pour tous les goûts et pour toutes les bourses.

- Le repas gourmet chez Marxim's
- Les petits cochons grillés
- La choucroute
- La crêperie
- Des stands de restauration rapide

La culture

L'espace multimédia permettra de découvrir différentes facettes de la communication. Des auteurs viendront dédicacer leurs ouvrages, des maisons d'édition, des librairies vous proposeront un grand choix de livres.



Des débats

Sur un ensemble de thèmes d'actualité, des discussions avec des militants communistes, des responsables d'association jaloneront la Fête à l'exemple des retraités, des femmes, sur les questions palestiniennes, de l'école, etc.

Des dégustations

En parcourant la Fête, vous pourrez déguster, avec modération car l'abus d'alcool reste dangereux pour la santé, le punch, la sangria, vous arrêtez au stand des bons vins de France ou au Palais de la bière... Mais aussi déguster le pâté de ragondin et autres spécialités culinaires régionales.



L'espace âge tendre



permettra à vos petits de passer une agréable fête avec un ensemble d'animations gratuites comme le sculpteur de ballons, les structures gonflables, les clowns...

Le sport

Cette année encore, vous pourrez profiter de l'initiation au tir à l'arc et d'autres animations sportives



Les inondations en Brière touchent de plein fouet l'élevage

Le samedi 28 avril, à l'appel des organisations syndicales agricoles, plus de 200 manifestants se sont rassemblés devant la Mairie de Trignac pour apporter leur soutien aux deux éleveurs qui ont mené une grève de la faim de quatre jours pour alerter les pouvoirs publics et les élus sur la situation de l'élevage en zone inondable sur les marais de Brière et de Grandlieu.

Robert Gouin, membre de la Confédération paysanne, que nous avons rencontré, précise que le département de Loire-Atlantique est le second département après les Bouches du Rhône (la Camargue) à avoir une surface importante de zones humides. En bordure du marais de Brière et des marais de Donges, les éleveurs sont dépendants des niveaux d'eau. Robert Gouin ajoute que cet élevage donne une production de viande de qualité puisque les animaux sont exclusivement nourris à l'herbe. Pour que ces marais puissent être exploités durablement, il est indispensable de maîtriser les niveaux d'eau. Cela nécessite d'urgen-

ce une remise en état des ouvrages hydrauliques et des canaux. Ces aménagements permettraient d'avoir une prise sur la gestion des niveaux d'eau en saison « normale ». Ceci ne peut se réaliser que par une volonté politique forte et des engagements pour le

premier adjoint Jean-René Teillant que s'est tenue une table ronde avec les différents partenaires : organisations syndicales paysannes, Chambre d'Agriculture, association de riverains inondés, le Port autonome, un représentant du Conseil général et du

syndicat qui a en charge la gestion de ces travaux se dote de moyens à la hauteur des exigences d'aujourd'hui. Le financement des travaux pourrait être assuré à 80% par des subventions, le reste par le budget de fonctionnement du syndicat au tra-



financement de travaux nécessaires avec la participation financière du département, de la Région et du Ministère de l'Environnement.

La grève de la faim des deux éleveurs briérons a alerté l'opinion et mobilisé l'ensemble des éleveurs de la région. C'est avec le soutien de la municipalité de Trignac, en particulier de Jean-Louis Le Corre, Conseiller général et du

Conseil régional, élus de 13 communes concernées sur les 25 invitées et Monsieur le sous-Préfet ...

Un protocole d'accord a été signé par les participants qui s'engagent à agir avec leur Conseil municipal et au sein du syndicat mixte d'aménagement hydraulique du Brivet dans lequel chaque ville a un représentant, afin que ce

vers d'emprunt. Les éleveurs ont salué les démarches entreprises par Jean-Louis Le Corre qui ont permis d'obtenir 1 MF auprès du Conseil général pour l'achat de fourrage. Une telle action, ce qu'elle a permis de faire bouger, est déjà un acquis important. S'il reste beaucoup à faire, ce qui vient de se passer, donne à tous des moyens nouveaux pour cette fois réussir.

Le muguet du 1^{er} mai

A l'initiative des Communistes, de nombreux points de vente du muguet ont été tenus dans le département le 1^{er} mai et notamment lors des différentes manifestations syndicales. Cela a été particulièrement le cas de Saint-Nazaire, dans la Brière, à Bouaye et à Nantes où le résultat financier pour le Parti Communiste Français s'élève à plusieurs centaines de milliers de francs.

De vous à moi

Il ne s'agit pas de nostalgie mais au résultat de la mobilisation de ce 1^{er} mai 2001, je reste interrogatif.

En effet, l'offensive patronale avec la multiplication des plans sociaux, la mise en cause ou la volonté de mise en cause des plans sociaux entiers (chômage, retraite...) marquent la période présente. Dans le même temps, le gouvernement décide l'augmentation des fonctionnaires par décret et les mesures annoncées par la ministre de l'Emploi, Elisabeth Guigou, font l'unanimité dans leurs insuffisances, l'augmentation du SMIC ou des minima sociaux sont repoussés à une date ultérieure et les manifestations du 1^{er} mai n'ont vu, dans notre département, que quelques centaines de participants.

Certes, il y a des divergences syndicales. Marc Blondel ne déclarait-il pas sur TF1 au soir de la Fête du Travail que jamais il ne répondait positivement à une proposition des Communistes (lettre de Robert Hue), que Jean-Pierre Chené, Secrétaire de l'UD CFDT de Loire-Atlantique déclare que les propositions formulées par ce même Parti communiste sont fonction du résultat des élections et non d'une démarche politique de fond. Il n'en demeure pas moins qu'il y a besoin de mobiliser et de rassembler pour faire pression sur le patronat mais aussi sur ceux qui au gouvernement ne veulent pas orienter plus à gauche la politique sociale.

J'entendais au gré de la manifestation du 1^{er} mai l'idée qu'il faudrait que les politiques fassent plus. Nous Communistes, nous ne nous satisfaisons pas du bilan actuel, mais pour avancer, nous avons besoin d'un autre rapport de force au niveau de la mobilisation et d'un poids communiste plus important pour peser sur le cours des événements.

Au soir de ce 1^{er} mai, je reste vraiment sur ma faim. Il nous faut vraiment continuer nos efforts, développer avec conviction nos arguments pour rassembler largement toutes celles et tous ceux qui n'acceptent pas le dictat de l'argent et qui veulent demain faire évoluer notre société, nous savons qu'il y a des divergences, des approches, des solutions et propositions différentes. Mais ne faut-il pas d'abord chercher à les surmonter pour avancer ?

Y.C.

Méthanier pour GDF

Après une rencontre, à la demande du syndicat CGT des Chantiers, Jean-René Teillant est intervenu auprès du Premier ministre, Monsieur Jospin, du ministre de l'Industrie, du ministre des Transports, du directeur des Chantiers et du directeur de GDF :

« Vous le savez, avec les militants, les élus communistes de la région nazairienne, nous avons exprimé notre attachement à l'avenir de la construction navale à Saint-Nazaire et dans notre pays. Cet attachement nous a conduit à multiplier les initiatives, les rencontres, les démarches.

Aujourd'hui, les Chantiers connaissent une forte activité liée aux commandes de paquebots, ce qui génère la création d'emplois en grand nombre, avec son aspect négatif constitué par une grande précarisation.

Lors d'une rencontre avec Monsieur Boissier, Président Directeur Général des Chantiers et ses collaborateurs, le 3 janvier 2001, nous lui avons fait part du besoin,

selon nous, d'une diversification des types de bateaux. Il nous semble en effet dangereux pour la pérennisation du Chantier qu'il s'en tienne à un seul créneau, aussi porteur soit-il aujourd'hui.

Une préoccupation sur laquelle Monsieur Boissier nous a répondu positivement en nous informant qu'il comptait, à partir de l'expérience acquise sur ce créneau, prendre une part importante de ce marché en le développant pour les années à venir.

Vous savez comme nous que GDF a décidé de passer commande de méthaniers. Aussi, Monsieur le Ministre, nous pensons qu'il serait utile que vous portiez une attention particulière au cheminement de ce dossier.

Cette commande serait bien évidemment utile pour les Chantiers de Saint-Nazaire et à la fois donnerait du sens au rôle de l'entreprise publique pour le développement de l'emploi dans notre pays ».

Fête
des
Nouvelles
de
Loire-Atlantique
Journal
de la Fédération
du Parti Communiste
Français

2 jours
de
4^e fête

ENSEMBLE

2 et 3 JUIN 2001

**Parc Paysager
de Saint-Nazaire**



Fête des Nouvelles

Journal de la Fédération
du Parti Communiste Français

Les choix énergétiques de la France : quels enjeux ?

Le
22
mai
à
Saint-
Nazaire

Nous construisons le projet communiste dans un monde en mutation. Il cherche à traduire dans tous les domaines de la vie concrète nos idéaux d'épanouissement de la personnalité de chacun, de solidarité, de justice, de satisfaction des besoins, de respect de l'environnement et de paix sur la terre. Dans le domaine énergétique, quels choix politiques devons-nous faire pour nous inscrire dans ce nouveau communisme ?

Notre réflexion est d'autant plus nécessaire et urgente que la conjoncture régionale énergétique va rapidement nous poser des questions auxquelles il faudra répondre.

- L'énergie représente 70 % du trafic du port de Nantes/Saint-Nazaire
- Le développement des Pays de la Loire, notamment du pôle Nantes/Saint-Nazaire, entraîne une croissance de la demande d'énergie d'environ 3 % par an.

• Pour répondre à cette demande, les Pays de la Loire possèdent un bilan (production-importation/consommation) très largement positif pour les produits pétroliers et le gaz, mais un déficit important dans le domaine de l'électricité (voisin de 25 %) ; c'est cette situation qui amène en partie le choix de la traction diesel pour le TGV Nantes/Bordeaux.

Cette situation peut déboucher sur un mélange de plusieurs solutions possibles que devront gérer les collectivités locales et notre Parti au travers de batailles politiques très importantes :

- La construction de nouvelles lignes THT (très haute tension) et HT pour alimenter notre région en électricité et permettre par la même occasion l'alimentation de la Bretagne dont le déficit électrique (5 %) est pire que celui des Pays de la Loire. L'essentiel de ces lignes passe actuellement par Nantes.
- La construction locale de centrales de cogénération fonctionnant au gaz pour compenser les déficits électriques. Tout indique que ce choix a la faveur de l'actuel gouvernement.
- La correction de ce déséquilibre du Grand-

Ouest par l'implantation d'une centrale nucléaire comme celle qui était prévue au Carnet.

Les enjeux économiques régionaux relatifs à ces choix sont nombreux. Ils touchent aux différentes industries de la région : Total Fina Elf, le terminal méthanier de GDF à Montoir, la centrale EDF de Cordemais (fuel et charbon), le terminal charbonnier de Montoir, les usines d'incinération des ordures ménagères de Nantes et Couëron, les centrales de cogénération de DALKIA à Nantes et Bellevue, le poste de transport d'électricité de Chevire.

Au-delà de la dimension technique de ces choix, d'autres enjeux méritent d'être examinés. Ils ont des dimensions régionales, nationales, voire mondiales. Le choix du gaz, du pétrole, du nucléaire, du charbon ou des énergies renouvelables pose dans des termes différents :

- la satisfaction des besoins des hommes qui passeront de 6 à 10 milliards sur la Terre ;
- la résorption des inégalités énergétiques entre les peuples ;
- les conséquences sur le réchauffement clima-

tique et les équilibres environnementaux de la planète ;

- la préservation des ressources fossiles pour la réponse aux besoins des générations futures ;
- la sécurité d'approvisionnement énergétique de la France ;
- la sécurité des installations ;
- les coûts des différentes énergies et leur impact sur l'emploi ;
- la pérennité du potentiel industriel et de recherche, national, etc.

Mais, un enjeu est essentiel et conditionne la

seront au cœur de cette soirée : le 22 mai 2001 à 18 h 30 à la Maison du Peuple, place Salvador Al-lende à Saint-Nazaire, organisée par la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français. D'autre part, à l'initiative du Secrétariat d'Etat à l'Industrie, des « journées de l'énergie » sont organisées du 14 au 20 mai dans notre région. Elles ont pour but de permettre au grand public d'approfondir ses connaissances et de s'informer sur les

Le 22 mai 2001
à 18 h 30 à la Maison du Peuple,
place Salvadore Allende
à Saint Nazaire.

réponse qui peut être faite. Il pose une véritable question de société : l'énergie est-elle une marchandise comme les autres ? Doit-on l'abandonner aux mains des capitaux privés ou, au contraire, doit-elle rester sous le contrôle des services publics pour mieux la maîtriser dans le sens de l'intérêt collectif des Français, voire des habitants de la planète ?

Ces quelques suggestions et interrogations

questions énergétiques. Orientées sur la dimension régionale et industrielle de l'énergie, elles vont donc valoriser exclusivement les industries de la région dominées par le pétrole et le gaz. Sommes-nous d'accord avec cette absence d'ouverture sur toute la réalité énergétique ? L'énergie nucléaire et les énergies renouvelables doivent-elles être absentes des débats ? Nous devons participer à ce débat.

Dervallières : nouvelles prises de position à propos de l'insécurité

Une nouvelle fois, des voitures ont été incendiées aux Dervallières, à Nantes, ainsi que des conteneurs poubelles. Ces actes de vandalisme sont intolérables et inacceptables. Les Communistes du quartier qui vivent au quotidien les besoins de la population ont à plusieurs reprises interpellé les responsables publics, la police sur la question de la sécurité et de la tranquillité publique.

Les Communistes considèrent en effet que vivre en sécurité dans une ville est un droit fondamental.

La lutte contre l'insécurité est de la responsabilité de l'Etat mais aussi des collectivités locales,

des associations et des citoyens. Si la Mairie de Nantes s'est engagée de manière volontariste dans le contrat local de sécurité, il reste que



beaucoup est encore à faire pour traduire dans la vie cette préoccupation.

Dès propositions communistes :

La cellule du quartier préconise une présence policière accrue en aug-

mentant les effectifs policiers pour un redéploiement plus réel, une prise en compte plus concrète

de l'avis des citoyens en associant davantage la population à la politique de prévention, la mise en place de médiateurs sociaux en lien avec les offices d'HLM. Les ques-

tions de la sécurité doivent être traitées en amont en se préoccupant davantage de la citoyenneté, notamment des jeunes et de la qualité de vie dans le quartier.



- Lettres adhésives
- Autocollants
- Signalisation
- Sérigraphie
- Panneaux
- Enseignes

7, place du ralliement
44000 NANTES
Tél. : 02.40.29.24.14
Fax : 02.40.29.13.71

PÉPINIÈRES ENVIRONNEMENT SERVICES

Création - Entretien de Parcs et Jardins
Expo - Vente de Végétaux
Voie Express Pornichet
SAINT-NAZAIRE
Tél. 02.40.53.00.27

APRÈS LES ÉLECTIONS

Assemblée générale de l'Association Départementale des Elus Communistes et Républicains

L'Assemblée générale des élus communistes et républicains s'est tenue à Couëron le 10 avril dernier. Marc Justy, Maire de Saint-Joachim et Président de l'Association, devait rappeler qu'à l'issue des élections municipales, se sont entre 140 et 160 élus communistes et républicains dans 36 communes (+3) qui ont été élus, se félicitant que plus d'un tiers d'entre eux ne soit pas membre du Parti Communiste Français, ce qui montre la volonté d'élargissement qui a prévalu lors de la constitution des listes.

Un message des électeurs

Il devait ensuite rappeler la situation nouvelle qui a marqué ces élections: «situation nouvelle car il y a le message fort qu'ont adressé les électeurs.

Message à la gauche dans son ensemble, concernant aussi bien la politique insuffisamment ancrée à gauche que l'impression légitime de ne pas être assez entendus et associés.

Message au Parti Communiste en particulier, notamment par les abstentionnistes qui attendent que les Communistes soient plus que jamais constructifs, mais fassent mieux percevoir leur identité, jouent un rôle essentiel dans la proximité, l'écoute et l'association des habitants aux choix qui les concernent. Enfin qu'ils fassent mieux connaître ce qu'ils font et qu'ils contribuent davantage à travailler avec les gens pour faire bouger les choses à tous les niveaux.

Comme élus communistes et républicains, nous avons donc une responsabilité importante au lendemain de ces élections en tirant tous les enseignements des résultats pour répondre aux attentes au plan communal et au-delà, à partir de ce qui relève de nos mandats.

Evidemment, si cela suppose de travailler les dossiers municipaux, ce n'est pas cela qui règlera la réponse aux attentes. C'est beaucoup plus les liens que nous dévelop-

perons avec les citoyens, les initiatives que nous prendrons vers les représentants du tissu social et associatif, notre capacité à proposer des démarches vers d'autres élus, vers d'autres instances pour faire avancer les préoccupations quotidiennes des citoyens. La multitude d'initiatives qui ont été prises pour les « Danone » dans de nombreuses communes et aussi au niveau du département, sous notre impulsion est un bon exemple. Il est d'ailleurs à

noter que y compris là où les autres forces de gauche traînaient les pieds, elles ont dû en tenir compte, ce qui montre là aussi que quand on s'y met vraiment, on peut faire bouger les choses».

Un rôle fort de l'Association des Elus Communistes et Républicains

«L'Association des Elus Communistes et Républicains a précisément pour rôle de fédérer les énergies et de contribuer à aider chaque élu(e) à jouer son rôle, à trouver les aides nécessaires dans l'exercice de son mandat.

Elle doit permettre de créer des lieux d'échanges sur des questions communes à des élus de villes différentes ; à permettre à tous et à chacun de prendre du recul sur la gestion courante qui, le plus souvent, nous enferme au lieu de nous tourner vers les gens ; de confronter les expériences ; de réfléchir en commun à des initiatives publiques ; nous aider à nous tourner vers les autres élus et forces citoyennes ; appréhender des problèmes de société.

En fait, l'association qui rassemble élu(e)s communistes et élu(e)s non communistes doit permettre à chacune et chacun de trouver les conditions optimales d'aide à l'exercice de son mandat au plan individuel et collectivement, que l'on soit isolé dans l'opposition ou qu'il y ait un groupe communiste dans la majorité.

Cette première assemblée générale a donc surtout pour objet de permettre un premier contact avec le souci de mettre tout le monde à l'aise, de donner des repères à tous, de vous présenter un ensemble de propositions de fonctionnement et d'élire le bureau qui sera chargé d'animer tout cela.

A l'issue de cette assemblée générale, Marc Justy a été réélu Président, Jacques Rousseau Trésorier. Une prochaine assemblée est prévue le 14 mai 2001.



► Emeutes en Kabylie : L'esprit de dialogue doit l'emporter sur la répression

L'extrême gravité des émeutes qui embrasent la Kabylie depuis une dizaine de jours suscite une très profonde préoccupation chez tous ceux qui, en France, sont attachés au devenir de l'Algérie. On compte plusieurs centaines de victimes, des dizaines de morts, dont de très nombreux jeunes. Déjà durement éprouvée par la violence des groupes armés islamistes, l'Algérie doit faire face aujourd'hui à une crise qui menace à chaque instant de s'étendre. Les causes de cette crise sont multiples, on le sait. Mais cette révolte trouve ses racines dans

une crise sociale très profonde. La France devra montrer une détermination plus grande à apporter sa contribution à une solution qui aide l'Algérie à sortir de cette situation. Pour l'heure, et devant l'urgence, le PCF s'associe aux voix qui s'élèvent en direction des autorités algériennes pour demander l'arrêt d'une répression qui, non seulement, ne résoudra rien, mais ne fera qu'alimenter violence et frustrations. L'esprit de dialogue, d'écoute doivent l'emporter et des réponses doivent être apportées aux revendications culturelles et sociales.



RENAULT Scénic



ADHERENCE DE SERIE

ESP: CONTRÔLE DE TRAJECTOIRE ÉLECTRONIQUE DE SÉRIE.
Sauf version GPL et boîte automatique. Prix tarif n° 2146 au 01/03/2001.



SCÉNIC AUTHENTIQUE 1.4 16v
109 500 F

DE SÉRIE:

- E.S.P. avec antipatinage
- A.B.S.
- 6 Airbags
- Freinage d'urgence
- Lève-vitres électriques avant
- Condamnation des portes à distance
- Direction assistée
- Retroviseurs électriques dégivrants
- Filtre à pollen et recyclage de l'air

**Vous avez bien vu,
vous êtes en Scenic**

DANS TOUT LE RESEAU RENAULT

TRIGNAC Automobiles
ZAC de la Fontaine au Brun
TRIGNAC. Tél. 02 40 90 40 54



RENAULT

Centre AUTOMOBILE DE L'ETOILE
380 route de la Côte d'Amour Océanis
ST NAZAIRE. Tél. 02 40 17 20 20

PLANS SOCIAUX

Ne restons pas passifs devant l'inacceptable et l'injustifiable

Robert Hue s'adresse aux Forces Politiques et Sociales

Au lendemain des annonces faites par le gouvernement, face aux plans sociaux, rien n'est réglé. Elisabeth Guigou annonce des mesures qui ne satisfont pas les Communistes et font qu'à l'unanimité les organisations syndicales restent sur leur faim.

Nous publions l'intégralité de la lettre adressée par Robert Hue aux forces politiques de gauche, aux syndicats et aux mouvements associatifs.

« Madame, Monsieur, Cher(e) Ami(e),

L'actualité de ces dernières semaines fait une très large place aux nombreuses annonces de plans sociaux dans de grandes entreprises multinationales.

Le cas de Danone est le plus commenté, avec les très lourdes menaces qui pèsent sur les sites de Calais, Ris-Orangis et Château-Thierry. Il est beaucoup question, également de Marks & Spencer, AOM Air-Littoral Air-Liberté, Philips France, Moulinex-Brandt, Aventis, Valéo, Dunlop, André, Péchiney, DIM... Au total, pour ne s'en tenir qu'à ces entreprises, ce sont près de 20 000 emplois qui risquent de disparaître dans une toute prochaine période.

Et il y a malheureusement tout lieu de penser que la liste n'est pas close, des groupes multinationaux qui envisagent des mesures du même type, en France et en Europe.

L'opinion publique est profondément choquée par cette cascade de licenciements collectifs. D'autant plus qu'ils sont prononcés alors que, bien souvent, les entreprises concernées affichent des résultats financiers très positifs en dépit desquels de plus en plus, leurs actionnaires exercent une véritable « dictature » pour obtenir des taux de rentabilité encore plus élevés, au détriment de l'activité économique réelle, de l'emploi, de l'avenir des bassins d'activités.

Au-delà des effets immédiats et dramatiques de ces licenciements; au-delà aussi de l'indispensable solidarité que nous devons à celles et ceux qui en sont victimes, il me semble que nous sommes entrés dans une nouvelle phase caracté-

sée par une véritable fuite en avant libérale, quelles qu'en soient les conséquences économiques et sociales.

Nombre de leurs dirigeants et beaucoup de « théoriciens » du libéralisme veulent convaincre qu'il n'est pas d'autres voies possibles pour affronter les conséquences de la mondialisation, que d'exercer des pressions toujours plus fortes sur les salaires et sur l'emploi.

Pour notre part, nous récusons fondamentalement cette vision des prétendues exigences de l'économie moderne. Et je sais que d'autres – l'actualité de ces derniers mois en témoigne – expriment des appréciations sinon identiques, à tout le moins convergentes.

Beaucoup – organisations diverses aussi bien que citoyennes et citoyens – s'inquiètent notamment sur les conséquences d'une telle vision sur l'organisation de la société. Ma conviction est que ces inquiétudes, et l'aspiration à une autre logique qui les accompagne, sont des phénomènes nouveaux et encourageants pour toutes celles, tous ceux, qui refusent cette perspective régressive d'une société pliée aux exigences de la bourse et des marchés financiers.

Depuis Calais, où était organisée le samedi 21 avril, une puissante manifestation de soutien aux salariés de chez « LU », j'ai avancé une proposition, que je veux vous confirmer par ce courrier. Elle est la suivante : dans les conditions où nous sommes, et face aux dangers qui se profilent, il est de notre responsabilité de favoriser l'expression d'exigences nouvelles, d'alternatives neuves aux conséquences du capitalisme mondial-

sé, à commencer par celles, très concrètes et très immédiates, que j'évoquais plus avant.

Je crois que les conditions sont réunies pour nous permettre de débattre ensemble de ces questions, avec la volonté de dégager les moyens d'une initiative commune. Cette proposition s'adresse aux forces politiques, syndicales, sociales, associations qui pourraient s'engager dans ce sens.

Pour ma part, vous le savez sans doute, je pense qu'elle pourrait prendre la forme d'un rassemblement à Paris, dans les semaines à venir, fin mai ou début juin.

Mais qu'il s'agisse de la forme, du contenu et de la date de cette initiative, c'est naturellement ensemble, si nous sommes d'accord sur son principe, qu'il nous faudra travailler, dans un souci de co-élaboration, de bout en bout, respectueux de la sensibilité de chacune de nos organisations.

J'ai le sentiment que le temps presse car les plans de licenciement se succèdent à un rythme accéléré. C'est pourquoi je vous propose que nous nous réunissions rapidement afin de discuter des modalités de cette proposition.

Dans les dix jours qui viennent,

Sylvie Jan, responsable au sein de notre collège exécutif des relations avec les associations et syndicats prendra contact avec vous pour recueillir votre avis sur notre proposition et, je le souhaite, pour convenir d'un très prochain rendez-vous consacré à l'annoncer publiquement et à débiter sa préparation.

J'ai la conviction, vous l'aurez compris, que la situation actuelle est une puissante incitation à la recherche d'une riposte la plus large et la plus déterminée possible de notre part.

Nous sommes très résolus, au Parti communiste, à agir dans ce sens ; à contribuer, de toutes nos forces, à la construction de ce mouvement. Et nous sommes complètement disponibles pour le faire avec le plus grand nombre possible de citoyens, de salariés, d'organisations, tant il est vrai que toutes et tous sont directement concernés.

J'espère vivement que nous pourrions nous retrouver prochainement pour envisager concrètement les suites à donner à cette proposition. Dans cette attente, je vous prie de croire, à l'assurance de mes sentiments les plus cordiaux ».

Robert Hue

Gros temps sur l'emploi en France

Principales mesures envisagées depuis le début 2001

